

Compte-rendu du Forum Santé-Jeunesse, Bordeaux, le 5 mars 2011
« Comment lutter efficacement contre les addictions ? »

Le 5 mars dernier, les candidats socialistes aux cantonales sur la CUB, des représentants associatifs et des jeunes bordelais ont répondu à l'appel des Jeunes Socialistes pour venir débattre du thème de la santé. Un des ateliers était consacré au thème des addictions en présence de 3 candidats : Michèle Delaunay (Bordeaux II), Gilles Savary (Talence) et Jacques Fergeau (Mérignac).

Les addictions : un diagnostic alarmant et un véritable enjeu politique

Qu'elles soient liées à la consommation de substances aussi diverses que l'alcool, le tabac, de produits illicites comme les drogues ou encore à des activités comme le jeu, l'achat ou le sexe, les addictions provoquent une souffrance et des troubles psychologiques et physiologiques. **C'est donc un enjeu majeur de santé publique qui touche plus particulièrement les jeunes, la période entre 15 et 25 ans étant la plus propice à l'émergence des situations de dépendance.** Overdose, coma éthylique, cancers, troubles neurologiques et psychiatriques, contamination par le VIH, isolement, désocialisation, paupérisation : telles sont les conséquences multiples et tragiques des addictions. Ces effets sont d'autant plus graves que les addictions sont parfois cumulées. Ainsi parmi les personnes dépendantes aux jeux d'argent, 40% sont aussi dépendants à l'alcool et 60% au tabac ou au cannabis.

C'est pourquoi les Jeunes Socialistes ont souhaité inviter les candidats aux cantonales, le Conseil Général étant en charge des politiques de santé dans le département, et les acteurs associatifs, à débattre. Comme l'a rappelé Michèle Delaunay, cancérologue de profession, les addictions sont une véritable question sociale et politique. Elles doivent donner lieu à une politique globale tant en termes de prévention, de traitement et d'accompagnement. De puissants groupes d'intérêts constituent un obstacle aux politiques de lutte contre les addictions. La libéralisation des jeux en ligne sous la présidence de Nicolas Sarkozy en est un bon exemple. La société est organisée de telle manière que les addictions sont incitées voire promues (notamment par la publicité) comme l'a dénoncé Gilles Savary.

Quelle politique de lutte contre les addictions ?

Gilles Savary a d'abord évoqué la problématique de la lutte contre le trafic de drogue. Une telle politique ne peut réussir que si elle prend en compte les aspects sociaux. Dans les quartiers de relégation sociale, le trafic est parfois une source de revenu faute d'emploi ou d'aides sociales suffisantes. Lutter contre les trafics passe donc par une politique sociale qui permette à chacun de bénéficier d'un revenu décent !

Véronique Latour, de l'association « La Case » qui offre un soutien aux toxicomanes, a mis en garde sur la nécessité de revoir les approches existantes sur le sujet. Elle a notamment rappelé l'importance de la notion de plaisir pour comprendre les pratiques addictives. Avant

de devenir une souffrance, la consommation de produits addictifs est d'abord un plaisir. Elle a aussi insisté sur l'intérêt de la mise en place de salles de consommation, qui a fait l'objet d'une proposition des Jeunes Socialistes pour 2012. Sujet tabou dans le débat français, il existe pourtant une unanimité de la communauté scientifique sur les résultats positifs de tels dispositifs expérimentés dans les pays anglo-saxons et du nord de l'Europe en termes de santé publique et de sortie de la dépendance.

Dans le même esprit, François Gibert, de l'association PACT Jeunes qui vient en aide à plus de 300 jeunes condamnés pour consommation de cannabis, a mis l'accent sur la nécessité de sortir du dualisme drogues « dures » / drogues « douces ». En effet, certains produits licites peuvent être des drogues dures comme l'alcool qui peut être utilisé et avoir des conséquences similaires à une drogue dite « dure ». Il a aussi invité à une réflexion sur la répression des consommateurs de cannabis qui n'est pas une solution satisfaisante et a des impacts limités en termes de dissuasion.

Enfin le manque de moyens alloués à la politique de lutte contre les addictions a été souligné par Myriam Vaillant de La Mutuelle Etudiante (LMDE), qui joue un rôle important en matière de prévention. François Gibert a dénoncé un Etat qui ne se donne pas les moyens de mener des politiques de prévention efficaces.